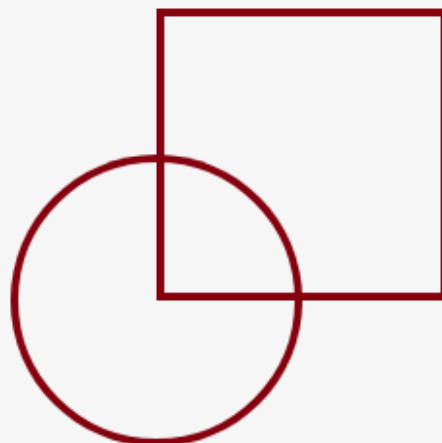


LES PAPIERS DE LA LIGNE FINE N°6



LA LIGNE FINE

Institut

Alliances militaires contemporaines : de la solidarité à l'interdépendance stratégique

Série : Fondements Stratégiques

Auteurs : Alek UMONT
Date de publication : 13 août 2026

Résumé exécutif

Depuis la fin de la guerre froide, les alliances militaires ont profondément changé de nature. Elles ne constituent plus seulement des engagements de défense mutuelle destinés à prévenir une agression armée. Elles sont devenues des architectures permanentes d'intégration stratégique, organisant la circulation du renseignement, la planification opérationnelle, les chaînes industrielles, les normes technologiques, les infrastructures critiques et, dans certains cas, la dissuasion nucléaire.

Cette évolution répond à une transformation simultanée des rapports de puissance et des formes de conflictualité. Le retour de la guerre interétatique de haute intensité en Europe, la montée en puissance de la Chine, la militarisation de l'espace indo-pacifique, la généralisation des menaces cyber et hybrides, ainsi que la compétition industrielle autour des technologies critiques ont replacé les alliances au cœur des stratégies nationales. Pourtant, celles-ci ne ressemblent plus aux grands blocs rigides du XX^e siècle.

Le paysage stratégique contemporain est caractérisé par une superposition de formats de coopération. Les alliances classiques, comme l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), coexistent avec des partenariats technologiques tels qu'AUKUS, des réseaux de renseignement comme Five Eyes, des coalitions opérationnelles temporaires, des accords bilatéraux de défense, des organisations régionales de sécurité ou encore des mécanismes plus souples de coopération militaire. Cette diversification traduit une évolution majeure : la sécurité collective ne repose plus exclusivement sur un traité, mais sur un ensemble d'interdépendances politiques, industrielles et technologiques.

L'OTAN demeure l'exemple le plus abouti d'intégration militaire. Son efficacité ne réside pas uniquement dans l'article 5 du Traité de Washington, mais dans un système permanent de commandement intégré, de planification commune, d'exercices, de normes d'interopérabilité et de prépositionnement de forces. Comme le rappelle le texte fondateur de l'Alliance, chaque État conserve néanmoins la liberté de déterminer les mesures qu'il juge nécessaires pour répondre à une attaque contre un allié, ce qui souligne que la crédibilité de la défense collective dépend davantage de la préparation concrète que de la formulation juridique du traité¹.

Cette logique dépasse largement le cadre occidental. La Chine privilégie un réseau de partenariats stratégiques plutôt qu'un système d'alliances comparable à celui des États-Unis. La Russie combine l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), ses accords privilégiés avec la Biélorussie, ses coopérations militaires avec l'Iran et la Corée du Nord ainsi que ses dispositifs de présence en Afrique. Dans l'Indo-Pacifique, les États-Unis renforcent simultanément leurs alliances bilatérales avec le Japon, la Corée du Sud, les Philippines ou l'Australie tout en développant des formats plurilatéraux comme le Quad ou AUKUS. L'Afrique, le Golfe et l'Asie du Sud-Est connaissent également une multiplication de cadres sécuritaires hybrides, où coopération industrielle, entraînement militaire et soutien politique se combinent sans toujours déboucher sur une obligation de défense mutuelle.

Cette fragmentation apparente masque une tendance commune : les alliances sont devenues des systèmes de distribution de la puissance. Elles déterminent qui produit les équipements critiques, qui contrôle les infrastructures numériques, qui fournit les capacités de renseignement, qui assure la protection nucléaire, qui maîtrise les réseaux logistiques et qui définit les standards technologiques. En d'autres termes, elles organisent autant les dépendances qu'elles produisent de la sécurité.

¹ North Atlantic Treaty Organization. (1949, April 4). *The North Atlantic Treaty*. <https://www.nato.int/en/about-us/official-texts-and-resources/official-texts/1949/04/04/the-north-atlantic-treaty>

La question centrale n'est donc plus de savoir si un État appartient ou non à une alliance. Elle consiste à comprendre quelle place il y occupe, quelles fonctions critiques il maîtrise, quelles dépendances il accepte et quelle autonomie il conserve en cas de divergence stratégique avec ses partenaires.

Introduction

Pendant une grande partie du XX^e siècle, la notion d'alliance militaire semblait relativement simple. Deux ou plusieurs États concluaient un traité par lequel ils s'engageaient à se défendre mutuellement contre une agression extérieure. La puissance d'une alliance se mesurait alors principalement au nombre de ses membres, à leurs capacités militaires cumulées et à la crédibilité politique de leur engagement.

Cette représentation demeure largement présente dans le débat public. Elle est pourtant devenue insuffisante.

Les alliances contemporaines ne sont plus seulement des instruments destinés à organiser une réponse collective en cas de guerre. Elles structurent désormais le fonctionnement quotidien des forces armées. Elles influencent les choix industriels, orientent les investissements technologiques, déterminent les standards de communication, conditionnent les chaînes logistiques et façonnent les politiques d'innovation.

La guerre en Ukraine illustre particulièrement cette évolution. Si l'OTAN n'est pas directement engagée dans le conflit, les capacités mises à disposition de Kiev — renseignement satellitaire, systèmes de communication sécurisés, formations, soutien logistique, transferts de munitions, coordination industrielle — démontrent que la puissance d'une alliance ne se limite plus au déclenchement éventuel d'une clause de défense collective. Elle réside dans la profondeur de son écosystème stratégique.

Le même constat s'observe dans l'Indo-Pacifique. Les États-Unis ne cherchent plus uniquement à protéger leurs alliés traditionnels. Ils développent progressivement un réseau dense d'accords militaires, de partenariats technologiques et de coopérations industrielles visant à rendre toute tentative de modification du statu quo régional beaucoup plus coûteuse pour un adversaire potentiel.

Cette évolution traduit une réalité fondamentale : les alliances sont devenues des instruments de gestion de la compétition stratégique permanente. Autrement dit, elles ne préparent plus seulement la guerre. Elles organisent la paix sous contrainte.

Cette transformation est directement liée à l'évolution des conflits contemporains. Les opérations militaires modernes reposent sur des systèmes extraordinairement complexes. Une armée ne peut plus être envisagée comme une juxtaposition de soldats, de blindés, d'avions ou de navires. Son efficacité dépend désormais d'une multitude d'infrastructures invisibles : satellites, réseaux numériques sécurisés, capacités spatiales, centres de données, systèmes de navigation, composants électroniques, capacités cyber, intelligence artificielle, chaînes logistiques mondiales, maintenance industrielle et production continue de munitions.

La guerre devient ainsi un phénomène profondément systémique.

Dans ce contexte, aucun État, y compris parmi les grandes puissances, ne peut raisonnablement développer seul l'ensemble des capacités nécessaires. Les interdépendances deviennent donc inévitables. Cette réalité explique pourquoi les alliances connaissent aujourd'hui une expansion paradoxale.

Alors même que le système international évolue vers davantage de multipolarité, les coopérations militaires se multiplient. L'Europe renforce simultanément l'OTAN, la Coopération structurée permanente (PESCO), la Joint Expeditionary Force (JEF), l'Initiative européenne d'intervention (EI2) ou encore les programmes industriels communs. Les États-Unis consolident leurs alliances bilatérales tout en développant AUKUS, le Quad, les accords renforcés avec les Philippines, le Japon ou la Corée du Sud. La Chine multiplie les partenariats stratégiques, les exercices conjoints, les accords de sécurité et les coopérations militaires sans chercher à reproduire un équivalent asiatique de l'OTAN. La Russie privilégie une combinaison d'accords bilatéraux, de partenariats asymétriques et d'organisations régionales comme l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), tout en développant des coopérations militaires approfondies avec Pékin, Téhéran ou Pyongyang. En Afrique également, les cadres de coopération se diversifient rapidement. Les États combinent accords bilatéraux, organisations régionales, coalitions contre le terrorisme et partenariats avec des puissances extérieures. L'Alliance des États du Sahel (AES), créée en 2023 par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, illustre cette volonté de développer un cadre sécuritaire autonome, distinct des dispositifs régionaux existants.

Cette diversité montre que le monde ne se divise plus entre États alliés et États non alignés. Chaque puissance construit désormais son propre réseau stratégique, composé de partenaires de niveaux différents, répondant à des objectifs distincts : défense collective, coopération industrielle, accès aux bases, partage du renseignement, sécurité maritime, lutte contre le terrorisme, cybersécurité ou développement technologique.

La notion même d'alliance mérite donc d'être repensée. Le véritable enjeu n'est plus seulement de savoir quels États promettent de se défendre mutuellement. Il consiste à comprendre comment les dépendances stratégiques se construisent, comment elles renforcent la puissance collective et comment elles peuvent, simultanément, devenir de nouvelles vulnérabilités.

C'est cette transformation que ce papier se propose d'analyser. Dans le monde contemporain, la solidarité politique ne suffit plus. Ce sont désormais les interdépendances concrètes — industrielles, technologiques, opérationnelles et informationnelles — qui déterminent la valeur réelle d'une alliance.

I. Les alliances ne sont plus des promesses de guerre, mais des systèmes permanents d'intégration stratégique

La représentation classique des alliances militaires demeure largement héritée du XX^e siècle. Elle repose sur une idée simple : plusieurs États concluent un traité afin de se garantir mutuellement une assistance en cas d'agression. Cette définition reste juridiquement exacte, mais elle ne permet plus de comprendre la manière dont les alliances fonctionnent aujourd'hui. La valeur stratégique d'une alliance ne dépend plus principalement de la rédaction d'une clause de défense collective ; elle réside dans la profondeur de l'intégration qu'elle organise entre ses membres.

Cette évolution est le produit de transformations technologiques autant que géopolitiques. Les opérations militaires contemporaines mobilisent simultanément des capacités spatiales, cyber, navales, aériennes, terrestres, industrielles et informationnelles. Une campagne de haute intensité ne peut être conduite efficacement sans satellites d'observation, réseaux de communication sécurisés, capacités de guerre électronique, systèmes de navigation, infrastructures portuaires, chaînes logistiques robustes et industrie capable de soutenir un rythme élevé de consommation de munitions. L'expérience de la guerre en Ukraine a rappelé qu'un conflit conventionnel majeur épuise en quelques mois des stocks que beaucoup d'États avaient constitués pour plusieurs années de paix. Le Centre for Strategic and International Studies (CSIS) comme le Royal United Services Institute (RUSI) ont montré que les capacités industrielles occidentales étaient initialement incapables de suivre le rythme de consommation des obus d'artillerie observé sur le front ukrainien, révélant que la puissance militaire dépend désormais autant des usines que des armées²³.

Dans ce contexte, une alliance ne peut plus être conçue comme un mécanisme qui s'active uniquement lorsqu'une guerre éclate. Elle constitue une organisation permanente destinée à préparer cette éventualité en temps de paix. Les états-majors élaborent des plans communs, les armées harmonisent leurs doctrines, les industries coordonnent certaines productions, les réseaux de renseignement échangent quotidiennement des informations sensibles et les gouvernements multiplient les exercices afin de tester leurs procédures de décision. La guerre devient l'aboutissement éventuel d'une coopération déjà largement institutionnalisée.

L'OTAN représente l'exemple le plus abouti de cette logique. Le débat public se concentre fréquemment sur l'article 5 du Traité de Washington, alors que la véritable singularité de l'Alliance réside dans son commandement militaire intégré, ses structures permanentes, ses processus de planification, ses standards techniques et ses exercices réguliers. L'article 5 prévoit qu'une attaque contre un allié sera considérée comme une attaque contre tous, mais il laisse à chaque État la liberté de déterminer les mesures qu'il juge nécessaires pour remplir cette obligation. Autrement dit, le traité ne crée pas une automaticité militaire ; il crée une obligation politique dont la crédibilité dépend entièrement des capacités préalablement développées⁴.

Cette distinction est fondamentale. Un traité n'est jamais qu'une déclaration d'intention tant qu'il n'est pas accompagné d'une architecture permettant son exécution. Les États peuvent promettre une assistance réciproque sans disposer des moyens matériels nécessaires pour

² Cancian, M. F. (2023, January 9). *Rebuilding U.S. inventories: Six critical systems*. Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/rebuilding-us-inventories-six-critical-systems>

³ Royal United Services Institute. (n.d.). *Special resources*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/special-resources>

⁴ North Atlantic Treaty Organization. (1949, April 4). *The North Atlantic Treaty*. <https://www.nato.int/en/about-us/official-texts-and-resources/official-texts/1949/04/04/the-north-atlantic-treaty>

la fournir. À l'inverse, certains partenariats dépourvus de clause de défense collective produisent un niveau d'intégration militaire si élevé que leur crédibilité opérationnelle dépasse parfois celle de certaines alliances formelles.

AUKUS illustre parfaitement cette évolution. Contrairement à une idée répandue, AUKUS n'est pas une alliance militaire comparable à l'OTAN. Aucun article n'y prévoit une assistance automatique en cas d'agression. Le partenariat repose essentiellement sur deux piliers. Le premier concerne le développement d'une capacité australienne de sous-marins nucléaires d'attaque grâce à un transfert inédit de technologies américaines et britanniques. Le second vise à développer conjointement des technologies avancées dans les domaines de l'intelligence artificielle, des systèmes autonomes, des technologies quantiques, de la guerre électronique, de l'hypersonique et de la cybersécurité. Le ministère australien de la Défense présente d'ailleurs explicitement AUKUS comme un partenariat destiné à renforcer les capacités industrielles et technologiques des trois pays sur plusieurs décennies⁵.

L'intérêt stratégique d'AUKUS ne réside donc pas dans une promesse de solidarité militaire, mais dans la création d'une interdépendance technologique pratiquement irréversible. Former des équipages nucléaires, construire des infrastructures portuaires adaptées, développer une industrie capable d'assurer la maintenance de sous-marins à propulsion nucléaire et intégrer des chaînes d'approvisionnement communes nécessitent plusieurs décennies. Une telle coopération dépasse largement les cycles électoraux et crée une continuité stratégique qui survivra probablement aux alternances politiques.

Cette logique se retrouve dans de nombreuses autres architectures contemporaines. Le réseau Five Eyes, qui rassemble les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ne constitue pas une alliance militaire au sens classique. Il organise pourtant depuis plusieurs décennies le partage du renseignement le plus intégré au monde. Les informations issues des satellites, des interceptions électroniques, du renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) ou de nombreuses capacités techniques circulent quotidiennement entre ses membres. Cette profondeur de coopération confère aux cinq États un avantage stratégique considérable qui ne repose pas sur une clause de défense mutuelle, mais sur une confiance institutionnelle progressivement construite depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le même raisonnement s'applique au NORAD, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. Créé en 1958 par les États-Unis et le Canada, il constitue l'une des rares structures binationales permanentes de commandement militaire. Les deux pays y partagent la surveillance aérienne et spatiale du continent nord-américain ainsi que certaines responsabilités opérationnelles. Le NORAD ne se contente pas de coordonner deux armées ; il organise une fusion permanente de fonctions stratégiques essentielles. Cette architecture est décrite en détail sur son site officiel⁶.

Ces exemples montrent que la profondeur d'une alliance ne se mesure plus uniquement à la force des engagements politiques, mais au degré d'intégration fonctionnelle qu'elle produit. Plus les États partagent leurs capacités critiques, plus ils rendent leur coopération crédible. En contrepartie, ils accroissent également leurs dépendances mutuelles. Une armée qui construit toute sa défense aérienne autour d'un fournisseur unique, qui dépend des satellites d'un partenaire pour son renseignement ou qui ne peut projeter ses forces sans les avions de transport stratégique d'un allié conserve juridiquement sa souveraineté, mais son autonomie opérationnelle devient conditionnelle.

⁵ Department of Defence. (n.d.). AUKUS. Australian Government. <https://www.defence.gov.au/defence-activities/projects/aukus>

⁶ North American Aerospace Defense Command. (n.d.). North American Aerospace Defense Command. <https://www.norad.mil/>

Cette réalité conduit à dépasser une opposition souvent caricaturale entre souveraineté nationale et coopération internationale. Dans le domaine militaire, la souveraineté absolue n'existe pratiquement plus. Même les grandes puissances dépendent de partenaires pour certaines matières premières critiques, pour des composants électroniques, pour des chaînes logistiques ou pour des capacités industrielles spécialisées. La véritable question stratégique n'est donc plus de supprimer les dépendances, mais d'en maîtriser la répartition. Un État qui dépend d'un seul fournisseur ou d'un seul partenaire s'expose à une vulnérabilité majeure ; un État qui diversifie ses interdépendances conserve davantage de marges de manœuvre.

Cette évolution explique pourquoi les alliances contemporaines ressemblent de moins en moins à des coalitions militaires temporaires et de plus en plus à des écosystèmes stratégiques. Elles organisent des flux permanents de technologies, de données, de financements, de normes industrielles et de savoir-faire. Elles deviennent ainsi des infrastructures de puissance, dont les effets se manifestent quotidiennement bien avant qu'une crise ne rende visible leur fonction militaire.

II. La géographie mondiale des alliances : des blocs aux réseaux de sécurité

L'une des principales erreurs d'analyse consiste à observer les alliances contemporaines à travers le seul prisme de l'OTAN. Cette approche conduit à considérer le système international comme une opposition entre une alliance occidentale structurée et des puissances révisionnistes qui en seraient dépourvues. Une telle lecture ne correspond plus à la réalité stratégique. Le XXI^e siècle ne marque ni la disparition des alliances ni leur retour sous la forme des blocs de la guerre froide. Il voit émerger une architecture beaucoup plus complexe, composée de réseaux de coopération dont les niveaux d'engagement, les objectifs et les formes institutionnelles varient considérablement.

Cette évolution répond à une contrainte commune : aucun État, y compris parmi les grandes puissances, ne dispose aujourd'hui de toutes les ressources nécessaires pour garantir seul sa sécurité. Les alliances deviennent donc des mécanismes d'accès à des capacités rares (renseignement, industrie, bases, technologies, financement, projection de puissance) plutôt que de simples engagements de défense mutuelle.

Les États-Unis demeurent la puissance centrale de ce système. Contrairement aux empires coloniaux ou aux blocs idéologiques du XX^e siècle, leur influence militaire repose moins sur un contrôle territorial direct que sur un maillage exceptionnel d'alliances bilatérales, régionales et fonctionnelles. Washington est lié par des traités de défense avec le Japon (1960), la Corée du Sud (1953), les Philippines (1951), l'Australie et la Nouvelle-Zélande à travers l'ANZUS (1951, même si la Nouvelle-Zélande n'en applique plus pleinement le volet militaire depuis les années 1980), ainsi qu'avec plusieurs partenaires du Moyen-Orient. À cela s'ajoutent des accords d'accès aux bases, des dispositifs de prépositionnement, des exercices conjoints, des coopérations industrielles et des mécanismes de partage du renseignement.

L'intérêt de cette architecture réside dans sa redondance. Les États-Unis ne dépendent pas d'une alliance unique. Ils disposent d'une multitude de cadres qui se chevauchent et se renforcent mutuellement. Un partenaire peut participer à plusieurs dispositifs sans que ceux-ci poursuivent exactement les mêmes objectifs. Le Japon appartient ainsi au traité bilatéral de sécurité avec les États-Unis, participe au Quad avec l'Inde et l'Australie, entretient une coopération stratégique renforcée avec le Royaume-Uni, développe un partenariat industriel avec l'Italie dans le cadre du programme Global Combat Air Programme (GCAP) et multiplie les accords de sécurité avec les Philippines ou l'Australie. Cette superposition de formats crée un réseau beaucoup plus résilient qu'une organisation unique.

Le Quad illustre parfaitement cette logique. Créé en 2007 puis relancé en 2017, il rassemble les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie. Contrairement à certaines analyses médiatiques, il ne constitue ni une alliance militaire ni une « OTAN asiatique ». Aucun mécanisme de défense collective n'y est prévu. Le Quad fonctionne comme une plateforme de coordination stratégique sur des sujets aussi variés que la sécurité maritime, les chaînes d'approvisionnement, les infrastructures, les technologies critiques, la cybersécurité, les exercices navals ou la résilience régionale. Son intérêt réside précisément dans cette souplesse : il permet de coordonner les politiques de quatre démocraties maritimes sans leur imposer les contraintes d'une alliance intégrée⁷.

Les Five Power Defence Arrangements (FPDA) illustrent une autre forme de coopération. Créés en 1971, ils associent le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Malaisie. Ils ne prévoient pas d'assistance automatique comparable à celle de l'OTAN, mais organisent depuis plus de cinquante ans des exercices conjoints, une coopération aérienne et maritime ainsi qu'une planification commune. Leur longévité démontre qu'une architecture de

⁷ North American Aerospace Defense Command. (n.d.). *North American Aerospace Defense Command*. <https://www.norad.mil/>

sécurité peut conserver sa pertinence sans évoluer vers une intégration institutionnelle plus poussée.

À première vue, cette prolifération de formats pourrait donner l'impression d'une fragmentation croissante. En réalité, elle traduit une évolution de la stratégie américaine. Pendant la guerre froide, l'objectif principal consistait à contenir l'Union soviétique grâce à quelques alliances solides. Aujourd'hui, Washington cherche plutôt à construire une architecture distribuée dans laquelle chaque partenaire apporte des capacités spécifiques. Cette approche est explicitement décrite dans la *U.S. Indo-Pacific Strategy*, publiée par la Maison-Blanche en 2022, qui insiste sur le renforcement simultané des alliances traditionnelles, des partenariats régionaux et des coopérations technologiques⁸.

Cette logique de réseau n'est cependant pas propre aux États-Unis.

La Chine développe une stratégie sensiblement différente, mais répond à la même nécessité d'élargir son environnement sécuritaire. Pékin rejette officiellement la logique des alliances militaires permanentes, qu'elle présente comme un héritage de la guerre froide. Le Livre blanc sur la défense nationale souligne régulièrement que la Chine privilégie les « partenariats » plutôt que les « alliances ». Cette distinction n'est pas seulement rhétorique ; elle traduit une conception différente de la coopération stratégique.

Au lieu de rechercher des engagements de défense collective, Pékin multiplie les partenariats globaux avec des États dont les intérêts convergent ponctuellement avec les siens. Cette approche lui permet d'éviter les obligations automatiques tout en développant progressivement son influence militaire. Les exercices navals conjoints avec la Russie, les coopérations sécuritaires avec le Pakistan, le Cambodge ou plusieurs États africains, l'ouverture de sa première base militaire permanente à Djibouti en 2017, les ventes d'armes et les programmes de formation illustrent cette stratégie graduelle.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) constitue le principal cadre institutionnel de cette approche. Fondée en 2001 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, puis élargie à l'Inde, au Pakistan, à l'Iran et plus récemment à la Biélorussie, l'OCS ne doit pas être interprétée comme un équivalent oriental de l'OTAN. Son mandat couvre principalement la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, le séparatisme, la coopération régionale et certains aspects de la sécurité économique. Elle organise néanmoins des exercices militaires conjoints réguliers et contribue à rapprocher les doctrines de ses membres⁹.

La Russie adopte une logique encore différente. Héritière de l'Union soviétique, elle conserve une conception relativement classique des alliances, mais ses moyens limités l'ont conduite à diversifier ses outils d'influence. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002, rassemble la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Son traité prévoit un mécanisme d'assistance mutuelle proche, dans son principe, de celui de l'OTAN. En pratique, son efficacité dépend largement des capacités russes, ce qui explique les interrogations apparues après la guerre en Ukraine et les tensions entre Moscou et Erevan¹⁰.

Toutefois, limiter la stratégie russe à l'OTSC serait réducteur. Moscou développe parallèlement un ensemble de partenariats militaires bilatéraux qui échappent aux catégories classiques des alliances. Le renforcement de la coopération avec l'Iran, notamment dans le domaine des drones et de certaines technologies militaires, l'accord de partenariat stratégique avec la Corée du Nord signé en 2024, les exercices navals avec la Chine ou encore les

⁸ The White House. (2022, February). *Indo-Pacific strategy of the United States*. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>

⁹ Shanghai Cooperation Organisation. (n.d.). *The Shanghai Cooperation Organisation*. <https://eng.sectsc.org/>

¹⁰ Collective Security Treaty Organization. (n.d.). *Collective Security Treaty Organization*. <https://en.odkb-csto.org/>

accords de défense conclus avec plusieurs États africains participent d'une stratégie plus souple, fondée sur des intérêts convergents plutôt que sur une architecture institutionnelle intégrée.

Le Moyen-Orient offre probablement l'exemple le plus frappant de cette recomposition. Les États de la région multiplient les partenariats sans s'enfermer dans des logiques d'exclusivité. Les Émirats arabes unis coopèrent étroitement avec les États-Unis tout en développant leurs relations économiques avec la Chine. L'Arabie saoudite achète des équipements occidentaux, dialogue avec Moscou dans le cadre d'OPEP+ et approfondit certaines coopérations avec Pékin. La Turquie demeure membre de l'OTAN tout en acquérant des systèmes russes S-400, en développant une industrie nationale de défense particulièrement dynamique et en menant une politique autonome au Levant, en Méditerranée orientale et dans le Caucase.

Ces trajectoires montrent que l'appartenance à une alliance ne détermine plus l'ensemble de la politique étrangère d'un État. Les puissances régionales recherchent désormais une diversification de leurs partenariats afin de réduire leur dépendance vis-à-vis d'un seul garant. Cette stratégie, souvent qualifiée de *hedging* dans la littérature anglo-saxonne, consiste à multiplier les options plutôt qu'à choisir définitivement un camp. Evelyn Goh en a proposé l'une des analyses fondatrices dans *Meeting the China Challenge: The U.S. in Southeast Asian Regional Security Strategies* (East-West Center, 2005), tandis que plusieurs travaux récents de l'ISEAS – Yusof Ishak Institute montrent que cette logique demeure dominante en Asie du Sud-Est.

L'Afrique connaît une dynamique comparable. Longtemps structurée autour des anciennes puissances coloniales ou des opérations de maintien de la paix, elle voit désormais coexister des organisations régionales, des accords bilatéraux, des partenariats avec la Turquie, la Chine, la Russie ou les États du Golfe, ainsi que des initiatives propres aux États africains.

L'Alliance des États du Sahel (AES), fondée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger en septembre 2023, témoigne de cette volonté de redéfinir les cadres de coopération sécuritaire. Bien qu'encore récente et confrontée à d'importants défis capacitaires, elle marque une rupture politique avec les dispositifs précédents soutenus par la CEDEAO ou par les partenaires occidentaux.

Au total, le paysage stratégique mondial ne s'organise plus autour de quelques alliances dominantes, mais autour d'une mosaïque de réseaux qui se superposent, se complètent et, parfois, se concurrencent. Cette diversification accroît la flexibilité des États, mais elle rend également les rapports de force beaucoup plus difficiles à lire. La question centrale n'est plus de savoir qui est allié avec qui ; elle consiste à identifier quelles capacités circulent dans chaque réseau, quelles dépendances ils créent et quelles formes de solidarité ils rendent réellement crédibles.

III. Les alliances redistribuent la puissance, mais surtout les dépendances

L'analyse des alliances militaires est encore largement dominée par une logique quantitative. Les débats publics portent sur le nombre d'États membres, sur les dépenses de défense exprimées en pourcentage du produit intérieur brut ou sur les effectifs mobilisables en cas de guerre. Ces indicateurs demeurent utiles, mais ils ne suffisent plus à mesurer la valeur stratégique d'une alliance. La puissance militaire contemporaine repose moins sur l'accumulation de moyens que sur le contrôle de fonctions critiques. Une coalition capable de déployer cent mille soldats sans disposer d'une architecture de renseignement, de communications sécurisées, de capacités de transport stratégique ou d'une base industrielle résiliente sera moins crédible qu'un réseau plus restreint maîtrisant ces leviers.

La véritable fonction d'une alliance n'est donc plus uniquement d'additionner des capacités nationales. Elle consiste à redistribuer des dépendances. Chaque membre apporte des ressources qu'il maîtrise et reçoit en échange l'accès à des capacités qu'il ne possède pas. Cette logique est efficace tant que les interdépendances demeurent équilibrées. Elle devient problématique lorsqu'une fonction essentielle est concentrée entre les mains d'un seul acteur.

Cette évolution est particulièrement visible dans le renseignement. Les armées contemporaines ne combattent plus seulement avec des chars, des avions ou des frégates ; elles combattent avec des données. Identifier une cible, suivre un mouvement de troupes, détecter une activité navale ou anticiper un lancement de missile suppose de disposer d'un ensemble de capteurs spatiaux, aériens, maritimes et numériques dont le coût dépasse les capacités de la plupart des États.

Les États-Unis occupent, dans ce domaine, une position sans équivalent. Leur constellation de satellites militaires, leurs capacités de renseignement électromagnétique, leurs moyens de surveillance océanique, leurs plateformes aériennes et leurs infrastructures numériques constituent l'épine dorsale informationnelle de nombreuses opérations alliées. Pendant la guerre en Ukraine, une partie déterminante du renseignement fourni aux autorités ukrainiennes provenait de moyens américains, complétés par les contributions britanniques et de plusieurs autres partenaires. À cela s'est ajoutée l'utilisation d'imagerie commerciale à haute résolution, notamment celle de Maxar Technologies, qui a profondément modifié le rapport entre renseignement étatique et capacités privées.

Cette évolution mérite d'être soulignée, car elle constitue l'une des ruptures stratégiques majeures du XXI^e siècle. Les entreprises privées sont désormais intégrées à l'écosystème des alliances. SpaceX, par l'intermédiaire du réseau Starlink, a fourni une connectivité essentielle aux forces ukrainiennes après les premières destructions d'infrastructures terrestres. Microsoft a participé à la protection des réseaux numériques ukrainiens contre plusieurs campagnes cyber. Palantir développe des outils d'exploitation des données utilisés dans différents contextes militaires. Les grands fournisseurs de services cloud jouent un rôle croissant dans la résilience numérique des États. Comme l'a montré le rapport annuel de Microsoft *Digital Defense Report*, les cyberattaques contemporaines ciblent autant les infrastructures civiles que les systèmes militaires, ce qui renforce le rôle des entreprises technologiques dans les politiques de sécurité¹¹.

Cette privatisation partielle des capacités stratégiques modifie profondément la notion même d'alliance. Les États ne coopèrent plus uniquement entre eux ; ils s'appuient également sur des acteurs industriels dont les technologies deviennent indispensables à leur liberté d'action.

¹¹ Microsoft. (2025, October 16). *Microsoft Digital Defense Report 2025*. <https://www.microsoft.com/en-us/security/security-insider/threat-landscape/microsoft-digital-defense-report-2025>

Une architecture de sécurité ne peut plus être analysée sans prendre en compte les entreprises qui produisent les satellites, les semi-conducteurs, les logiciels, les systèmes d'intelligence artificielle ou les réseaux de communication.

L'industrie des semi-conducteurs illustre parfaitement cette nouvelle géographie de la dépendance. Les systèmes d'armes modernes — avions de combat, missiles, radars, drones, réseaux de commandement ou systèmes spatiaux — reposent sur des composants électroniques dont la production est extrêmement concentrée. Selon les analyses du Center for Security and Emerging Technology (CSET) de l'université Georgetown, quelques entreprises seulement maîtrisent les étapes les plus avancées de la fabrication mondiale des puces électroniques, tandis que Taïwan occupe une position dominante dans la production des semi-conducteurs de dernière génération. Cette concentration explique pourquoi la sécurité du détroit de Taïwan dépasse largement les seuls enjeux territoriaux : elle concerne directement la continuité des capacités industrielles mondiales.

Le même raisonnement vaut pour les terres rares, les matériaux critiques ou certaines chaînes d'approvisionnement énergétiques. Les alliances contemporaines ne protègent plus uniquement des territoires ; elles cherchent à sécuriser des flux économiques indispensables au fonctionnement des économies et des armées. Le concept de *friend-shoring*, développé ces dernières années par plusieurs gouvernements occidentaux, traduit cette volonté de relocaliser certaines productions stratégiques au sein d'espaces politiques considérés comme fiables. Le Département du Trésor américain comme la Commission européenne utilisent désormais cette logique pour réduire les vulnérabilités industrielles face aux tensions géopolitiques.

Cette redistribution des dépendances concerne également les équipements militaires eux-mêmes. L'acquisition d'un avion de combat, d'un système de défense aérienne ou d'un sous-marin ne constitue jamais une décision purement technique. Chaque programme engage un État pour plusieurs décennies. Les pièces détachées, la maintenance, les mises à jour logicielles, les formations, les stocks de munitions et les évolutions technologiques créent une relation durable avec le pays fournisseur.

Le cas du F-35 est particulièrement révélateur. Plus qu'un avion de combat, il constitue un écosystème industriel et numérique mondial. Les États qui l'acquièrent intègrent un réseau commun de maintenance, de formation, de partage de données et d'évolution logicielle. Cette architecture renforce considérablement l'interopérabilité entre alliés, mais elle accroît également leur dépendance vis-à-vis des infrastructures industrielles et numériques américaines. À l'inverse, la France défend depuis plusieurs années une approche privilégiant une plus grande autonomie industrielle européenne à travers des programmes comme le Rafale ou le futur Système de combat aérien du futur (SCAF), développé avec l'Allemagne et l'Espagne, même si ce programme connaît des difficultés de gouvernance.

Il serait toutefois erroné de présenter cette dépendance comme une anomalie. Toute alliance implique une certaine spécialisation. Aucun État ne peut raisonnablement produire seul l'ensemble des équipements, des technologies et des infrastructures nécessaires à une armée moderne. La question stratégique porte moins sur l'existence de dépendances que sur leur degré de concentration. Une dépendance répartie entre plusieurs partenaires demeure généralement gérable ; une dépendance exclusive vis-à-vis d'un seul acteur crée un risque de paralysie politique ou opérationnelle.

Cette réflexion s'étend désormais au domaine normatif. Les alliances ne diffusent pas uniquement des capacités militaires ; elles imposent également des standards techniques, des doctrines d'emploi, des procédures de planification et des règles d'interopérabilité. Les STANAG (Standardization Agreements) de l'OTAN en constituent l'exemple le plus connu. Ces accords définissent des milliers de normes communes concernant les munitions, les

carburants, les communications, la logistique, la médecine militaire ou les procédures opérationnelles. Leur objectif est simple : permettre à des forces issues de pays différents de combattre ensemble sans perte d'efficacité¹².

Cette normalisation produit cependant un effet politique souvent sous-estimé. Adopter une norme, c'est aussi accepter une certaine vision de l'organisation militaire, des procédures de commandement et parfois des choix industriels. Les standards deviennent ainsi des instruments d'influence. L'histoire économique montre que les normes créent des effets de verrouillage (*lock-in effects*) : une fois qu'un système est largement adopté, son remplacement devient coûteux, même lorsqu'une alternative apparaît.

Les alliances militaires reproduisent ce phénomène. Plus un État investit dans un écosystème technologique donné, plus il devient difficile d'en sortir sans supporter des coûts financiers, industriels et opérationnels considérables. Les dépendances ne sont donc pas uniquement matérielles ; elles sont aussi institutionnelles, doctrinales et humaines. Former plusieurs générations d'officiers selon les mêmes procédures, construire des infrastructures adaptées à certains équipements ou développer une industrie nationale intégrée à une chaîne de production alliée crée une inertie stratégique qui dépasse largement les alternances politiques.

Cette inertie explique pourquoi les alliances survivent souvent aux crises diplomatiques qui les traversent. Les désaccords politiques entre alliés peuvent être profonds — comme lors de l'intervention en Irak en 2003 ou des tensions transatlantiques survenues durant certaines administrations américaines — sans remettre en cause l'ensemble de la coopération militaire. Les états-majors continuent de travailler ensemble, les industries poursuivent leurs programmes communs et les infrastructures demeurent interconnectées. Les alliances sont devenues des systèmes techniques autant que politiques.

Cette évolution conduit à réévaluer la notion même de souveraineté stratégique. Dans le débat européen, celle-ci est parfois présentée comme la capacité d'agir indépendamment de tout partenaire. Une telle définition apparaît peu réaliste. Aucune puissance, y compris les États-Unis ou la Chine, n'est totalement autonome dans l'ensemble des domaines critiques. La véritable souveraineté réside moins dans l'absence de dépendances que dans la capacité à choisir celles que l'on accepte, à les diversifier et à conserver suffisamment de ressources propres pour éviter qu'un partenaire puisse transformer une interdépendance en moyen de pression.

Une alliance solide n'est donc pas celle qui supprime les dépendances. C'est celle qui les répartit de manière à ce qu'aucun acteur ne puisse, à lui seul, désorganiser l'ensemble du système.

¹² North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *NATO Standardization Office*. <https://nso.nato.int/>

IV. Les alliances sont entrées dans l'ère de la sécurité systémique

Pendant une grande partie du XX^e siècle, la fonction première d'une alliance militaire consistait à protéger un territoire contre une agression armée identifiable. Les scénarios étaient relativement lisibles : une frontière était franchie, une armée envahissait un État voisin et les mécanismes de défense collective étaient activés. Les plans opérationnels portaient principalement sur le déploiement de forces terrestres, aériennes et navales afin de repousser l'offensive.

Cette représentation demeure pertinente pour comprendre certains conflits conventionnels, mais elle ne suffit plus à décrire la nature des rapports de force contemporains. La guerre ne commence plus nécessairement avec le franchissement d'une frontière. Dans de nombreux cas, elle débute bien avant, par des opérations destinées à fragiliser progressivement les capacités d'un adversaire sans atteindre immédiatement le seuil d'un affrontement ouvert.

Cette évolution n'est pas uniquement doctrinale. Elle résulte d'une transformation profonde des sociétés modernes. Les États industrialisés dépendent désormais d'infrastructures dont l'interruption peut produire des effets stratégiques comparables à ceux d'une campagne militaire. Les réseaux électriques, les câbles sous-marins, les satellites de communication, les systèmes de positionnement, les centres de données, les réseaux financiers, les plateformes logistiques, les infrastructures portuaires ou les réseaux de télécommunication constituent désormais des objectifs militaires potentiels.

Autrement dit, la vulnérabilité d'un État ne réside plus seulement dans ses bases aériennes ou ses dépôts de munitions ; elle réside également dans les systèmes civils qui rendent possible le fonctionnement de son économie et de ses forces armées. Cette évolution explique pourquoi les alliances contemporaines s'intéressent de plus en plus à la notion de **résilience**.

Pendant longtemps, la résilience était principalement associée à la protection civile ou à la gestion des catastrophes naturelles. Elle est devenue un concept stratégique majeur. Une alliance crédible ne doit plus seulement être capable de vaincre un adversaire sur le champ de bataille ; elle doit garantir que ses membres continueront à fonctionner malgré des attaques simultanées contre leurs infrastructures critiques.

L'OTAN a progressivement intégré cette dimension. Dès le sommet de Varsovie en 2016, les Alliés ont adopté des **Baseline Requirements for National Resilience**, définissant plusieurs domaines essentiels : continuité des institutions gouvernementales, sécurité énergétique, gestion des mouvements de population, approvisionnement alimentaire et en eau, capacités médicales, réseaux de communication civils et systèmes de transport. Cette approche a ensuite été renforcée lors des sommets de Madrid (2022) puis de Vilnius (2023), qui insistent sur le fait que la défense collective repose autant sur la robustesse des sociétés que sur les capacités militaires proprement dites. Les documents officiels sont disponibles sur le portail de l'OTAN consacré à la résilience¹³.

Cette évolution est révélatrice d'un changement beaucoup plus profond. Les alliances ne protègent plus uniquement des armées ; elles protègent des systèmes nationaux. La guerre en Ukraine en fournit une démonstration particulièrement éclairante. Dès les premières heures de l'invasion russe, les frappes n'ont pas uniquement visé les unités militaires. Elles ont ciblé les réseaux électriques, les installations énergétiques, les infrastructures ferroviaires, les systèmes de communication, les centres de commandement, les dépôts logistiques et les

¹³ North Atlantic Treaty Organization. (2024, November 13). *Resilience, civil preparedness and Article 3*. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/resilience-civil-preparedness-and-article-3>

capacités industrielles. L'objectif n'était pas seulement d'affaiblir l'armée ukrainienne, mais de désorganiser l'ensemble de l'appareil étatique.

Inversement, la résistance ukrainienne n'a pas reposé uniquement sur les performances de ses forces armées. Elle a également dépendu de la capacité des autorités à maintenir la distribution d'électricité, à préserver les communications numériques, à réparer rapidement les infrastructures endommagées, à protéger les réseaux bancaires et à assurer la continuité des services publics malgré les bombardements.

La frontière entre sécurité nationale et défense militaire devient ainsi de plus en plus difficile à tracer. Le domaine cyber illustre parfaitement cette évolution. Les premières doctrines cyber considéraient essentiellement les attaques informatiques comme un problème technique relevant des services spécialisés. Cette approche apparaît aujourd'hui largement dépassée. Les cyberattaques peuvent perturber les réseaux électriques, interrompre les chaînes logistiques, désorganiser les hôpitaux, compromettre les systèmes financiers ou neutraliser les communications militaires sans qu'un seul coup de feu soit tiré.

Les attaques menées contre l'Estonie en 2007 constituent souvent un point de référence dans cette évolution. À la suite d'une crise politique liée au déplacement d'un monument soviétique à Tallinn, plusieurs institutions estoniennes furent visées par des campagnes massives de déni de service distribué (DDoS), affectant les banques, les médias, les administrations et certaines infrastructures numériques. Même si les conséquences militaires furent limitées, cet épisode révéla la capacité d'une campagne cyber à perturber le fonctionnement normal d'un État entier.

Cette prise de conscience conduisit notamment à la création du **NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE)** à Tallinn, devenu l'un des principaux centres mondiaux de réflexion sur les opérations cyber¹⁴.

L'espace constitue un autre domaine où les alliances connaissent une transformation rapide. Pendant des décennies, les satellites furent principalement considérés comme des multiplicateurs de capacités militaires. Ils facilitaient les communications, la navigation ou le renseignement sans être perçus comme un théâtre d'opérations à part entière.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les fonctions militaires critiques dépendent directement ou indirectement de systèmes spatiaux : géolocalisation, synchronisation des réseaux, observation, alerte avancée contre les missiles balistiques, télécommunications stratégiques, guidage des armements de précision ou prévisions météorologiques. Une attaque contre ces capacités pourrait produire des effets comparables à la destruction de nombreuses infrastructures terrestres.

Consciente de cette évolution, l'OTAN a reconnu l'espace comme domaine opérationnel en 2019, rejoignant ainsi les domaines terrestre, maritime, aérien et cyber. Cette décision ne signifie pas que l'Alliance militarise l'espace au sens traditionnel du terme ; elle reconnaît simplement que les opérations militaires contemporaines ne peuvent plus être pensées indépendamment des capacités spatiales¹⁵.

Les câbles sous-marins représentent une autre illustration de cette mutation. Près de 99 % du trafic intercontinental de données transite aujourd'hui par environ 600 câbles sous-marins à fibre optique, et non par satellite comme le croit souvent le grand public. Ces infrastructures assurent les communications financières, diplomatiques, militaires, commerciales et gouvernementales de la quasi-totalité des économies développées. Une interruption

¹⁴ North Atlantic Treaty Organization. (2024, November 13). *Resilience, civil preparedness and Article 3*. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/resilience-civil-preparedness-and-article-3>

¹⁵ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *North Atlantic Treaty Organization*. <https://www.nato.int/en>

prolongée de plusieurs câbles pourrait avoir des conséquences économiques et stratégiques considérables.

Ces dernières années, plusieurs incidents ont attiré l'attention sur cette vulnérabilité. Les dommages constatés sur certains câbles en mer Baltique ou en mer Rouge ont conduit de nombreux gouvernements à renforcer leur surveillance des infrastructures sous-marines. Même lorsque l'origine exacte d'un incident demeure incertaine, ces événements rappellent que les fonds marins deviennent progressivement un espace de compétition stratégique.

L'Union européenne, l'OTAN et plusieurs États côtiers investissent désormais dans des capacités de surveillance sous-marine, des drones autonomes et des systèmes de protection des infrastructures critiques. La sécurité maritime ne consiste plus seulement à contrôler les routes commerciales ; elle implique également de protéger les réseaux invisibles qui permettent aux économies contemporaines de fonctionner.

Cette extension permanente du champ de la sécurité soulève toutefois une difficulté majeure : jusqu'où une alliance doit-elle étendre son périmètre d'action ? À mesure que les menaces se diversifient, la tentation est grande d'intégrer chaque nouveau risque dans les missions de défense collective. Les attaques cyber, les campagnes de désinformation, les sabotages industriels, les manipulations électorales, les pressions économiques, les coercitions énergétiques ou les opérations spatiales peuvent toutes affecter la sécurité d'un État. Faut-il pour autant considérer chacune d'entre elles comme susceptible de déclencher une réponse collective ?

La réponse est loin d'être évidente. Une alliance efficace repose sur une promesse crédible. Or plus cette promesse couvre de situations différentes, plus elle risque de perdre en lisibilité. Si chaque cyberattaque, chaque sabotage ou chaque campagne informationnelle devait entraîner automatiquement une réaction militaire, la crédibilité même de la dissuasion serait rapidement remise en cause. À l'inverse, une définition trop restrictive des menaces laisserait aux adversaires un vaste espace d'action situé en dessous du seuil de la guerre conventionnelle.

C'est tout le défi de ce que les stratèges anglo-saxons désignent sous le nom de grey zone competition ou zone grise. Les puissances cherchent de plus en plus à atteindre leurs objectifs sans franchir le seuil susceptible de provoquer une riposte militaire majeure. Elles privilégient les actions ambiguës, difficiles à attribuer, limitées dans leur intensité mais répétées dans le temps. Cette stratégie use progressivement les capacités adverses tout en réduisant le risque d'escalade directe.

Les alliances contemporaines ne peuvent répondre à cette évolution uniquement par des moyens militaires. Elles doivent développer une approche beaucoup plus graduée, combinant partage du renseignement, coopération judiciaire, protection des infrastructures critiques, sanctions économiques, réponses diplomatiques, capacités cyber offensives, actions informationnelles et, lorsque cela est nécessaire, démonstrations de force militaires.

La défense collective n'est donc plus un mécanisme binaire opposant paix et guerre. Elle devient une capacité permanente à maintenir le fonctionnement d'un système politique, économique, technologique et militaire face à une compétition qui ne connaît plus véritablement de temps de paix. C'est probablement la transformation la plus profonde des alliances depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elles ne sont plus uniquement des coalitions destinées à gagner une guerre ; elles deviennent des organisations chargées de préserver la continuité stratégique de leurs membres dans un environnement où la confrontation est devenue permanente, multiforme et largement infra-conflictuelle.

V. Le véritable rapport de force se joue désormais dans la base industrielle de défense

L'une des leçons les plus importantes de la guerre en Ukraine est paradoxalement l'une des moins visibles. Les premiers mois du conflit ont naturellement attiré l'attention sur les opérations militaires, les manœuvres, les systèmes d'armes ou les performances tactiques des deux armées. Pourtant, à mesure que la guerre s'est installée dans la durée, une autre réalité est apparue : la capacité à soutenir un conflit de haute intensité dépend moins des équipements disponibles au premier jour que de la faculté à les produire pendant les mois et les années qui suivent.

Cette distinction est fondamentale. Une armée peut disposer d'un matériel extrêmement performant tout en étant incapable de remplacer rapidement ses pertes. À l'inverse, une industrie capable d'augmenter sa production, de sécuriser ses approvisionnements et de réparer les équipements endommagés peut progressivement modifier le rapport de force, même si les capacités initiales étaient plus limitées.

L'histoire militaire rappelle régulièrement cette évidence. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la supériorité industrielle américaine a constitué un facteur déterminant de la victoire alliée. Entre 1940 et 1945, les États-Unis ont produit environ 300 000 avions militaires, près de 90 000 chars et des milliers de navires, démontrant qu'une guerre industrielle se gagne autant dans les usines que sur les champs de bataille. Ce parallèle historique doit être utilisé avec prudence : les économies contemporaines sont beaucoup plus complexes et mondialisées. Il rappelle néanmoins une constante stratégique : la puissance militaire ne peut être dissociée de la puissance productive.

La guerre en Ukraine a brutalement réintroduit cette réalité dans les calculs stratégiques occidentaux. Les estimations publiées par le Royal United Services Institute (RUSI), le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ou encore le Kiel Institute montrent que la consommation quotidienne de munitions d'artillerie observée sur le front ukrainien dépasse largement les hypothèses qui avaient guidé la planification de nombreux pays européens depuis la fin de la guerre froide. Les stocks constitués pour des opérations expéditionnaires limitées se sont révélés insuffisants face à un conflit conventionnel prolongé.

Le problème ne concernait pas uniquement les volumes disponibles. Il touchait également les capacités de production. Plusieurs chaînes industrielles avaient été dimensionnées pour répondre à une demande relativement stable en temps de paix. Les délais nécessaires pour augmenter les cadences se comptaient parfois en années. Comme l'explique le rapport du CSIS *Empty Bins in a Wartime Environment*, reconstruire une capacité industrielle de défense ne consiste pas simplement à ouvrir une nouvelle usine. Il faut recruter une main-d'œuvre qualifiée, sécuriser les fournisseurs de composants, garantir les approvisionnements en matières premières, investir dans les outils de production et offrir aux industriels une visibilité suffisante pour justifier ces investissements. Source : <https://www.csis.org/analysis/empty-bins-wartime-environment>.

Cette réalité modifie profondément la manière d'évaluer une alliance. Pendant longtemps, la solidarité militaire était principalement appréciée à travers les engagements politiques ou les capacités opérationnelles. Désormais, elle doit également être mesurée à travers la profondeur de la coopération industrielle. Une alliance qui ne peut produire suffisamment de missiles, de munitions, de drones, de composants électroniques ou de pièces détachées ne peut soutenir un conflit de haute intensité, même si ses armées sont parfaitement entraînées.

Autrement dit, l'industrie n'est plus un simple soutien des opérations militaires ; elle en devient une condition préalable. Cette évolution explique le retour spectaculaire des politiques industrielles dans les stratégies de défense.

Aux États-Unis, la *National Defense Industrial Strategy*, publiée par le Department of Defense en janvier 2024, identifie explicitement la résilience industrielle comme l'un des quatre piliers de la puissance militaire américaine. Le document insiste sur la nécessité de renforcer les chaînes d'approvisionnement, d'élargir la base de fournisseurs, de sécuriser les matériaux critiques et d'accélérer les capacités de production afin de répondre aux exigences d'une compétition prolongée entre grandes puissances¹⁶.

L'Union européenne suit une trajectoire comparable, même si les contraintes institutionnelles sont différentes. Depuis 2022, la Commission européenne et les États membres ont lancé plusieurs initiatives destinées à renforcer la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE). Le règlement **ASAP** (*Act in Support of Ammunition Production*) vise à accroître rapidement la production européenne de munitions. L'instrument **EDIRPA** encourage les acquisitions conjointes entre États membres. En 2024, la Commission a également présenté la première **European Defence Industrial Strategy (EDIS)**, qui propose de renforcer les achats communs, de réduire la fragmentation du marché européen et de développer une véritable préférence européenne dans certains secteurs stratégiques¹⁷.

Il serait toutefois réducteur d'interpréter cette dynamique comme une simple augmentation des dépenses militaires. Le véritable enjeu est la transformation de l'économie de défense. Pendant plusieurs décennies, de nombreux États ont considéré leurs industries militaires comme des secteurs relativement autonomes, répondant principalement à des commandes nationales. Cette logique devient de plus en plus difficile à maintenir. Les grands programmes d'armement mobilisent désormais des chaînes de valeur internationales extrêmement complexes. Un avion de combat, un satellite ou un système de défense aérienne intègrent des composants provenant de dizaines de fournisseurs répartis dans plusieurs pays.

Cette interdépendance industrielle présente des avantages considérables. Elle permet de répartir les coûts de développement, d'accéder à des compétences spécialisées et de mutualiser certains investissements. En contrepartie, elle crée également de nouvelles vulnérabilités.

La pandémie de Covid-19 avait déjà démontré la fragilité des chaînes logistiques mondiales. La guerre en Ukraine puis les tensions croissantes autour de Taïwan ont renforcé cette prise de conscience. Les gouvernements occidentaux s'interrogent désormais sur leur dépendance à certains fournisseurs étrangers pour des composants essentiels : semi-conducteurs, poudres énergétiques, terres rares, métaux critiques, équipements électroniques ou produits chimiques indispensables à la fabrication des armements.

La Chine occupe une place centrale dans ce débat. Sans être dominante dans l'ensemble des secteurs industriels, elle contrôle une part significative du raffinage mondial de plusieurs terres rares et matériaux critiques utilisés dans les batteries, les radars, les moteurs électriques, les systèmes de guidage ou certaines applications spatiales. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la concentration géographique de ces chaînes d'approvisionnement constitue désormais un enjeu majeur de sécurité économique¹⁸.

Il serait toutefois simpliste d'opposer une industrie chinoise à une industrie occidentale. Les dépendances sont largement réciproques. Les entreprises européennes ou américaines

¹⁶ U.S. Department of Defense. (2024, January 11). *DOD releases first-ever National Defense Industrial Strategy*. <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3643326/dod-releases-first-ever-national-defense-industrial-strategy/>

¹⁷ European Commission. (n.d.). *Defence Industry and Space*. <https://defence-industry-space.ec.europa.eu/>

¹⁸ International Energy Agency. (2021, May 5). *The role of critical minerals in clean energy transitions*. <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions>

conservent une avance importante dans plusieurs segments technologiques, notamment certaines machines de lithographie, les logiciels industriels, les moteurs aéronautiques ou les systèmes de propulsion. Cette interdépendance explique pourquoi la compétition stratégique actuelle ne se traduit pas par une rupture complète des échanges, mais par une recherche progressive de diversification.

Cette logique apparaît clairement dans les politiques dites de *de-risking*, désormais privilégiées par l'Union européenne. Contrairement au *decoupling*, qui viserait une séparation économique complète, le *de-risking* consiste à réduire les dépendances jugées critiques sans remettre en cause l'ensemble des relations commerciales.

Les alliances militaires sont directement concernées par cette évolution. La solidarité entre alliés ne repose plus uniquement sur la volonté politique d'intervenir en cas de crise. Elle dépend aussi de leur capacité collective à produire les équipements nécessaires, à protéger leurs chaînes d'approvisionnement, à partager certaines capacités industrielles et à accepter une forme de spécialisation.

Or cette spécialisation soulève une difficulté politique majeure. Chaque État souhaite naturellement préserver son industrie nationale de défense. Les programmes militaires représentent des milliers d'emplois qualifiés, des capacités technologiques sensibles et un levier important de politique industrielle. Les gouvernements hésitent donc à abandonner certaines productions au profit de partenaires étrangers, même lorsqu'une coopération serait économiquement plus rationnelle.

Cette tension traverse l'ensemble des alliances contemporaines. Les Européens appellent régulièrement à une plus grande intégration industrielle tout en soutenant leurs champions nationaux. Les États-Unis encouragent leurs alliés à renforcer leurs capacités de production tout en protégeant certains secteurs sensibles. Les programmes multinationaux connaissent fréquemment des désaccords sur la répartition des tâches, les transferts de technologies ou les retombées industrielles.

Le Système de combat aérien du futur (SCAF), développé par la France, l'Allemagne et l'Espagne, ou le programme MGCS (Main Ground Combat System) illustrent les difficultés de gouvernance auxquelles se heurtent les grands projets européens lorsqu'ils cherchent à concilier efficacité opérationnelle, souveraineté nationale et intérêts industriels.

Ces tensions ne sont pas propres à l'Europe. Le programme F-35 a lui-même nécessité une négociation complexe entre les différents partenaires afin de répartir les chaînes de production et les retombées économiques. AUKUS soulève des interrogations similaires concernant la capacité des chantiers navals américains et britanniques à produire simultanément leurs propres sous-marins et ceux destinés à l'Australie.

L'industrie apparaît ainsi comme le révélateur le plus concret de la profondeur d'une alliance. Il est relativement facile d'affirmer une solidarité politique dans un communiqué commun. Il est beaucoup plus difficile d'accepter qu'un partenaire produise un équipement indispensable à sa propre sécurité pendant plusieurs décennies.

En définitive, la base industrielle de défense constitue aujourd'hui le véritable test matériel des alliances. Une coalition capable de coordonner ses investissements, de sécuriser ses approvisionnements, de partager certaines productions critiques et d'augmenter rapidement ses capacités industrielles disposera d'un avantage décisif dans les conflits prolongés.

À l'inverse, une alliance dont les industries demeurent fragmentées, concurrentes ou dépendantes de fournisseurs extérieurs risque de découvrir, au moment de la crise, que sa solidarité politique ne suffit plus à compenser ses vulnérabilités économiques.

VI. Les alliances ne suppriment pas les rapports de puissance ; elles les organisent

Les alliances sont souvent présentées comme des communautés d'intérêts fondées sur l'égalité souveraine de leurs membres. Cette représentation correspond au droit international : chaque État conserve sa personnalité juridique, son gouvernement, son armée et sa liberté de décision. Elle ne décrit toutefois qu'imparfaitement la réalité stratégique. Une alliance ne fait jamais disparaître les asymétries de puissance. Elle les institutionnalise.

Cette observation peut paraître triviale, mais elle est essentielle. Les États n'entrent pas dans une alliance avec des ressources comparables. Certains disposent d'une industrie de défense complète, d'une capacité nucléaire, d'un réseau mondial de renseignement et d'une flotte océanique. D'autres apportent principalement une position géographique, des infrastructures, des effectifs ou une profondeur stratégique. L'alliance ne gomme pas ces différences ; elle organise la manière dont elles sont mises au service d'un objectif commun.

La littérature en relations internationales distingue depuis longtemps les alliances symétriques, dans lesquelles les partenaires possèdent des capacités relativement comparables, et les alliances asymétriques, dominées par une puissance garante. Glenn Snyder, dans *Alliance Politics* (Cornell University Press, 1997), montre que la stabilité d'une alliance dépend moins de l'équilibre initial des capacités que de la manière dont les partenaires gèrent deux risques contradictoires : l'abandon (*abandonment*) et l'entraînement (*entrapment*).

Le premier risque est celui d'un allié qui craint de ne pas être secouru au moment décisif. Le second est celui d'un allié qui redoute d'être entraîné dans un conflit qu'il n'a pas choisi. Ces deux inquiétudes structurent pratiquement toutes les alliances contemporaines. Les États baltes, la Pologne ou la Finlande accordent une importance particulière à la crédibilité de l'engagement américain face à la Russie. Leur principale préoccupation est celle de l'abandon. À l'inverse, plusieurs partenaires asiatiques des États-Unis s'interrogent régulièrement sur le risque d'être entraînés dans une confrontation majeure entre Washington et Pékin autour de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale.

Ces deux logiques ne sont pas incompatibles ; elles coexistent souvent au sein d'une même alliance. La puissance dominante cherche à rassurer ses partenaires sans leur donner un sentiment d'impunité. Les alliés cherchent à obtenir une garantie crédible sans perdre leur liberté diplomatique.

Cette tension est particulièrement visible dans le débat récurrent sur le **burden sharing**, c'est-à-dire le partage du fardeau. Pendant longtemps, cette notion a été réduite à une question budgétaire. Les États-Unis reprochaient à certains alliés européens de consacrer une part insuffisante de leur richesse nationale à leur défense. Les Européens répondaient que leur contribution ne pouvait être évaluée uniquement à travers un indicateur comptable.

Les deux positions comportaient une part de vérité, mais le débat passait à côté de l'essentiel. Le véritable partage du fardeau ne consiste pas à répartir équitablement les dépenses ; il consiste à répartir les fonctions stratégiques. Une alliance a besoin de renseignement spatial, de transport stratégique, de ravitaillement en vol, de défense antimissile, de cyberdéfense, de commandement, de logistique, de capacités industrielles, de forces terrestres, de bâtiments de surface, de sous-marins, d'aviation de combat et de stocks de munitions. Toutes ces fonctions n'ont pas le même coût ni la même importance.

Un État peut consacrer 3 % de son PIB à des dépenses principalement orientées vers les pensions militaires ou les coûts de personnel sans renforcer significativement les capacités collectives de son alliance. À l'inverse, un investissement ciblé dans la défense aérienne intégrée, les drones, les satellites ou les infrastructures portuaires peut produire un effet stratégique beaucoup plus important.

Cette évolution a été reconnue par l'OTAN elle-même. Lors du sommet de La Haye de 2025, les Alliés ont adopté un nouvel objectif de dépenses représentant 5 % du PIB à l'horizon 2035, dont 3,5 % consacrés aux besoins militaires essentiels et 1,5 % destinés aux infrastructures critiques, à la résilience, à l'innovation et à la base industrielle. Cette décision est particulièrement significative. Elle traduit l'abandon progressif d'une vision purement comptable de la défense au profit d'une approche systémique, intégrant l'économie, les infrastructures civiles et l'industrie dans la préparation militaire.

Cette évolution révèle un phénomène plus profond. Les alliances contemporaines ne cherchent plus uniquement à répartir les coûts ; elles cherchent à répartir les vulnérabilités. Une infrastructure portuaire en Pologne, un centre de maintenance en Allemagne, une usine de missiles en France, une constellation satellitaire américaine, un chantier naval britannique ou une capacité de guerre électronique italienne deviennent autant de composantes d'un même système stratégique.

Cette répartition augmente la résilience collective, mais elle renforce également les interdépendances. Plus les fonctions critiques sont réparties entre plusieurs partenaires, plus la cohésion politique devient indispensable.

VII. La dissuasion nucléaire demeure le cœur invisible de nombreuses alliances

Aucune capacité militaire n'illustre mieux cette asymétrie que l'arme nucléaire. La plupart des alliances contemporaines reposent, directement ou indirectement, sur une puissance nucléaire garante.

Au sein de l'OTAN, la crédibilité ultime de la défense collective demeure liée aux arsenaux américain, britannique et français, même si les modalités de leur emploi diffèrent sensiblement. En Asie, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie bénéficient également de ce que Washington qualifie d'extended deterrence, c'est-à-dire l'extension du parapluie nucléaire américain à des États non dotés de l'arme nucléaire.

Cette architecture poursuit un double objectif. Le premier est évidemment de dissuader une attaque majeure contre les alliés. Le second est beaucoup moins souvent évoqué, mais tout aussi important : empêcher la prolifération nucléaire.

Depuis les années 1960, la garantie américaine a convaincu plusieurs alliés de renoncer à développer leur propre arsenal nucléaire. Le Japon, la Corée du Sud, l'Allemagne ou encore l'Italie disposent des capacités industrielles nécessaires pour lancer un programme nucléaire militaire si leurs gouvernements le décidaient. Leur choix de ne pas le faire repose en grande partie sur la crédibilité du parapluie stratégique américain.

Cette logique est explicitement rappelée dans la Nuclear Posture Review du Département de la Défense américain, qui présente l'extension de la dissuasion comme un instrument de stabilité internationale autant que de protection des alliés. Le document est disponible sur le site du Department of Defense : <https://media.defense.gov>.

Cependant, cette architecture soulève une interrogation que les stratèges débattent depuis plus de soixante ans. Une puissance nucléaire accepterait-elle réellement de risquer la destruction de son propre territoire pour défendre un allié ?

Thomas Schelling, dans *Arms and Influence* (1966), résumait ce dilemme par une formule restée célèbre : la crédibilité de la dissuasion repose moins sur la certitude d'une réaction que sur l'impossibilité, pour l'adversaire, d'exclure cette réaction. Autrement dit, la dissuasion fonctionne précisément parce que personne ne peut démontrer que la puissance garante resterait inactive.

Cette ambiguïté constitue l'un des fondements de la stabilité nucléaire contemporaine. Elle explique également pourquoi les alliances investissent autant dans les consultations politiques, les exercices conjoints et le stationnement avancé de certaines forces. Le déploiement permanent de soldats américains en Pologne, en Corée du Sud ou au Japon ne vise pas seulement à renforcer les capacités militaires locales. Il crée ce que les stratèges américains appellent un tripwire. Le terme est difficile à traduire en français. Il désigne littéralement un « fil déclencheur ».

La présence de militaires américains garantit qu'une attaque contre un allié toucherait immédiatement des forces américaines, rendant politiquement beaucoup plus difficile une décision de non-intervention de Washington. L'intégration militaire devient ainsi un mécanisme de crédibilisation politique.

VIII. Les alliances restent vulnérables aux changements politiques

L'intégration militaire possède une limite que ni la technologie, ni l'interopérabilité, ni l'industrialisation de la coopération ne peuvent totalement effacer : une alliance reste une décision politique renouvelée en permanence.

Les états-majors peuvent planifier ensemble pendant des décennies. Les industries peuvent développer des programmes communs dont le cycle de vie dépasse quarante ans. Les armées peuvent partager les mêmes doctrines, les mêmes procédures et parfois les mêmes infrastructures. Aucune de ces formes d'intégration ne supprime toutefois la souveraineté politique des États. En dernier ressort, la décision d'engager des forces, d'assumer une escalade ou de modifier les priorités stratégiques demeure entre les mains des gouvernements.

Cette réalité explique pourquoi les alliances sont souvent plus fragiles politiquement qu'elles ne le paraissent militairement. L'histoire récente montre que les divergences ne portent que rarement sur les capacités disponibles. Elles concernent davantage l'appréciation des intérêts nationaux et du niveau de risque acceptable. La crise irakienne de 2003 a profondément divisé plusieurs membres de l'OTAN sans remettre en cause l'existence de l'Alliance. Vingt ans plus tard, le retrait d'Afghanistan a rappelé une autre réalité : même au sein d'une coalition extrêmement intégrée, la puissance qui fournit l'essentiel des capacités stratégiques conserve une influence déterminante sur les décisions finales. Si les alliés furent consultés, le calendrier et les modalités du retrait furent d'abord arrêtés à Washington, illustrant le poids particulier de la puissance garante dans une alliance asymétrique.

Les débats récurrents sur le partage du fardeau au sein de l'OTAN relèvent de la même logique. Derrière les controverses sur les dépenses militaires se cache une question plus fondamentale : jusqu'où les intérêts stratégiques des alliés demeurent-ils réellement convergents ? Les administrations américaines successives ont exprimé des attentes différentes à l'égard de leurs partenaires européens, qu'il s'agisse de l'effort de défense, de la relation avec la Chine ou de la répartition des responsabilités dans la sécurité du continent. Ces variations ne remettent pas en cause l'Alliance, mais elles rappellent qu'aucun traité ne fige définitivement les priorités politiques d'un État.

Ce constat dépasse largement le cadre euro-atlantique. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) en fournit une illustration particulièrement révélatrice. Présentée comme le principal dispositif de sécurité dirigé par la Russie dans l'espace post-soviétique, elle a vu sa crédibilité entamée lorsque l'Arménie a estimé ne pas avoir bénéficié du soutien attendu lors des affrontements avec l'Azerbaïdjan autour du Haut-Karabakh. Les critiques formulées par Erevan ont mis en évidence une limite classique des alliances : la solidarité affichée dans les textes peut être interprétée différemment lorsque les intérêts des principaux membres divergent.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) repose sur une ambiguïté comparable. Son élargissement progressif renforce son poids géopolitique, mais rassemble également des États dont les intérêts stratégiques ne coïncident pas toujours. L'Inde et le Pakistan entretiennent une rivalité historique, tandis que Pékin et New Delhi demeurent en compétition sur leur frontière himalayenne et pour l'influence en Asie. L'OCS fonctionne précisément parce qu'elle ne cherche pas à transformer ces États en alliés militaires au sens occidental ; elle constitue davantage un cadre de coopération flexible qu'un système de défense collective.

Même le rapprochement entre la Chine et la Russie, souvent présenté comme l'émergence d'un bloc stratégique, mérite d'être nuancé. Les deux puissances partagent un intérêt commun à contester certains aspects de l'ordre international dominé par les États-Unis, mais leurs objectifs ne sont pas identiques. La Russie demeure principalement préoccupée par son voisinage européen et eurasiatique ; la Chine concentre ses priorités sur l'Indo-Pacifique, Taïwan et la compétition technologique mondiale. Leurs intérêts convergent sur plusieurs dossiers, sans pour autant se confondre. Cette différence explique pourquoi Pékin évite soigneusement toute alliance militaire formelle qui pourrait restreindre sa liberté d'action.

Ces exemples rappellent une règle constante de la stratégie : les alliances ne suppriment jamais les intérêts nationaux ; elles créent un cadre dans lequel ces intérêts peuvent converger suffisamment longtemps pour produire une action commune. Leur solidité dépend donc moins de l'intensité des déclarations politiques que de la permanence de cette convergence.

C'est précisément pour entretenir cette convergence que les alliances contemporaines investissent autant dans les mécanismes de consultation permanente. Sommets réguliers, réunions ministérielles, échanges d'officiers, planification commune, exercices multinationaux, programmes industriels conjoints et coopération entre services de renseignement ne constituent pas de simples routines administratives. Ils permettent d'aligner progressivement les perceptions des menaces, de construire une culture stratégique commune et de limiter les risques de divergence lorsque survient une crise.

En définitive, la véritable cohésion d'une alliance ne se mesure pas au moment où tout le monde partage la même analyse d'une situation. Elle se révèle lorsque les intérêts commencent à diverger. Tant que les gouvernements continuent à considérer que le coût d'une désunion serait supérieur à celui des compromis nécessaires au maintien de la coopération, l'alliance conserve sa crédibilité. Lorsqu'au contraire cette conviction s'érode, aucune intégration militaire, aussi poussée soit-elle, ne peut durablement compenser l'affaiblissement de la volonté politique.

Conclusion — Les alliances ne garantissent plus seulement la sécurité ; elles organisent la puissance

La question n'est plus de savoir si les alliances demeurent utiles. Les conflits récents ont déjà apporté la réponse. En Ukraine, au Moyen-Orient, en mer Rouge ou dans l'Indo-Pacifique, aucun État ne peut durablement soutenir un effort militaire de haute intensité sans s'appuyer sur un réseau de partenaires. Les alliances restent donc au cœur des stratégies de sécurité. En revanche, leur fonction a profondément changé.

Pendant la guerre froide, une alliance servait principalement à décourager une agression en rendant crédible une réponse collective. La logique était territoriale : protéger une frontière, défendre un espace, empêcher une invasion. Cette conception n'a pas disparu, mais elle est désormais insuffisante. Les rapports de puissance se jouent aujourd'hui autant dans les chaînes d'approvisionnement que sur les lignes de front, autant dans les centres de données que dans les états-majors, autant dans les capacités industrielles que dans les arsenaux nucléaires.

Une alliance contemporaine ne se limite donc plus à coordonner des armées. Elle organise un écosystème. Elle relie des industries, des laboratoires, des services de renseignement, des infrastructures critiques, des réseaux numériques, des opérateurs satellitaires, des systèmes logistiques et des décideurs politiques. Sa véritable force réside moins dans le texte qui la fonde que dans les interdépendances qu'elle construit au fil du temps. Plus ces interdépendances sont profondes, plus il devient coûteux – militairement, économiquement et politiquement – de rompre la coopération.

C'est précisément cette évolution qui explique la multiplication des formats de sécurité observés depuis une quinzaine d'années. L'OTAN, AUKUS, le Quad, Five Eyes, les accords bilatéraux américains en Asie, les partenariats sécuritaires européens, l'Organisation de coopération de Shanghai, l'OTSC ou encore les coopérations développées par les puissances du Golfe ne poursuivent pas tous les mêmes objectifs. Certains garantissent une défense collective, d'autres facilitent le partage du renseignement, d'autres encore accélèrent l'innovation technologique ou sécurisent des espaces maritimes. Leur point commun est ailleurs : tous cherchent à structurer un environnement stratégique favorable avant qu'une crise n'éclate.

Cette évolution oblige également à revoir la notion de souveraineté. Pendant longtemps, celle-ci était assimilée à l'indépendance. Dans un monde où la supériorité militaire dépend des satellites, des semi-conducteurs, des réseaux numériques, des matières premières critiques et d'une base industrielle mondiale, cette définition n'est plus opérante. Aucun État, pas même les États-Unis ou la Chine, n'est totalement autonome. La véritable souveraineté consiste désormais à maîtriser ses dépendances, à les diversifier et à éviter qu'une fonction stratégique essentielle ne puisse être interrompue par la décision d'un seul partenaire.

C'est probablement là que se situe la principale transformation des alliances contemporaines. Elles ne réduisent pas les dépendances ; elles les redistribuent. Elles déterminent qui produit les capacités critiques, qui contrôle les infrastructures indispensables, qui fixe les normes technologiques et qui assume, en dernier ressort, le coût de la sécurité collective. Une alliance n'efface donc jamais les rapports de puissance. Elle leur donne une forme durable et institutionnalisée.

Il en résulte une conséquence rarement formulée explicitement : au XXI^e siècle, la puissance ne se mesure plus seulement à ce qu'un État est capable de faire seul. Elle se mesure aussi

à sa capacité à organiser les ressources des autres autour de ses propres intérêts. C'est sans doute ce qui distingue aujourd'hui les grandes puissances des puissances moyennes. Les premières ne disposent pas uniquement de forces armées plus importantes ; elles structurent les réseaux dans lesquels les autres évoluent.

Les alliances ne sont donc plus de simples garanties de sécurité. Elles sont devenues des instruments d'organisation de la puissance mondiale. Les comprendre comme des traités de défense serait les regarder avec les catégories du siècle précédent. Les comprendre comme des architectures de dépendances, de capacités et d'influence permet, au contraire, d'expliquer pourquoi elles occupent désormais une place centrale dans la compétition stratégique contemporaine.